

Pipe-line du Nord—Loi

M. Leggatt: J'espère que ce parti proposera des amendements à cette mesure. J'ai l'intention de m'y opposer. A mon avis, les 200 millions de dollars constituent une raison suffisante pour voter contre ce bill qui n'est rien d'autre qu'un formidable marché de dupes, aux dépens du Yukon.

L'objet du bill n'est pas la construction d'un pipe-line. Il s'agit d'établir si nous sommes en faveur du traité. Voilà la véritable question. Je tiens à dire que nous sommes contre ce traité. Le Canada y cède ses intérêts à vil prix et il nous faudrait des négociateurs un peu plus énergiques pour conclure un marché acceptable.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur...

M. Goodale: Est-ce de l'obstruction, Stanley?

M. Nystrom: J'entends le député d'Assiniboia (M. Goodale) parler d'obstruction. Le député va-t-il se lever et nous faire un discours pour demander au gouvernement de garantir des emplois pour les sidérurgistes de la Saskatchewan. Comme sa circonscription est juste à côté de Regina, il tient énormément, j'en suis sûr, à ce qu'on garantisse des emplois aux sidérurgistes de Regina. Le député d'Assiniboia croit peut-être qu'il n'y a pas beaucoup de chômeurs en Saskatchewan. Mais après les élections, je suis sûr qu'il y aura au moins un chômeur de plus dans sa province.

M. Goodale: Bill Knight.

M. Nystrom: Il paraît que le député d'Assiniboia a la frousse. Il ne craint pas de perdre, mais la vérité c'est qu'il arrivera troisième, et je suis sûr qu'il va trouver cela un peu embarrassant dans Assiniboia.

M. Goodale: Nous verrons, Lorne. Bill arrive bon dernier là-bas.

Une voix: On dira *Goodbye!*, et non Goodale.

M. Nystrom: En tout cas, le bill à l'étude est très important. Les députés ne sont pas assez nombreux à intervenir dans ce débat. Le parti conservateur est pris tout à coup d'une grande envie de silence et je me demande bien pourquoi. Il sait que le caucus est très partagé. Il y a un groupe qui est très inquiet de certains passages du bill, comme nous. Nous voulons nous assurer que le Canada aura priorité dans les commandes, nous voulons y faire figurer une option de travail pour les Canadiens dans la construction du pipe-line, dans la fourniture de l'acier des tuyaux, etc.

Quelques conservateurs pensent comme nous à ce sujet, je le sais. Je nommerai par exemple le député de Vancouver-Sud (M. Fraser) qui a parlé avec beaucoup d'éloquence. Il y a eu également le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) et celui de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). Mais il y a bien sûr l'autre aile conservatrice, dirigée par le député de Yukon (M. Nielsen), qui est bien pressée de faire voter le bill à toute vapeur car elle le juge avantageux pour les multinationales, c'est-à-dire pour ses amis américains.

Je sais bien pourquoi ils sont si pressés de voir adopter le bill en triple vitesse. Mais ce n'est pas avant un bon moment que

[M. Benjamin.]

les travaux vont démarrer, alors pourquoi tant se presser? Donc pourquoi ne prenons nous pas notre temps pour trouver un peu plus d'appui parmi les conservateurs afin de contraindre le gouvernement d'inclure dans le bill certaines garanties législatives pour que le pipe-line qui traverse le Canada soit construit par des Canadiens, avec des matériaux canadiens fabriqués par des Canadiens?

M. Nielsen: Cela va se faire en comité.

M. Nystrom: Nous étudions les principes du bill. Nous ne faisons rien de moins que fournir aux États-Unis, nos bons amis du Sud, un pont terrestre pour qu'ils puissent transporter leur gaz d'une partie de leur pays à une autre. Nous fournissons ce pont terrestre aux États-Unis d'Amérique. Il servira à transporter du gaz de l'Alaska aux États-Unis, et aucune partie de ce gaz ne sera utilisée au Canada. Nous pouvons certes obtenir en échange d'une telle faveur des garanties législatives que nous construirons le pipe-line et utiliserons nos matériaux pour le faire. Je suis certain que tout autre pays au monde, à commencer par les États-Unis, exigerait une garantie minimale, vu les problèmes que poserait à leur pays le fait que le pipe-line traverse une partie de leur pays pour nous approvisionner, nous, ou tout autre pays.

Je ne crois pas que ce soit trop demander parce que cela pose des problèmes écologiques. Je suis certain, comme le dirait le député du Yukon que cela pourra poser des problèmes aux indigènes du Nord. Ce sont des problèmes auxquels nous devons nous attaquer. Ce sont des problèmes que nous devons régler si nous voulons construire ce pipe-line. Je crois que nous devrions obtenir en retour plus d'avantages pour notre pays de ce pipe-line qui doit être construit.

J'aimerais affirmer aussi clairement que possible que les points les plus importants pour moi sont les suivants: je crois que nous aurions dû insérer dans ce bill un article garantissant un contenu canadien et des emplois canadiens. Bien des gens disent que nous n'avons pas besoin de ces garanties parce que nous sommes assez concurrentiels. J'aimerais leur rappeler qui a fourni le tuyau pour construire le pipe-line de l'Alaska. Ce sont les Japonais, et il n'y a aucune garantie, autant que je sache, que nous obtiendrons nécessairement les contrats.

Je sais que certaines aciéries canadiennes s'en inquiètent. Je songe entre autres à celle de ma propre province, qui devrait intéresser le député d'Assiniboia. Elle appartient pour environ 20 p. 100 à la population de la Saskatchewan et pour 20 p. 100 à la population de l'Alberta.

Je rappellerai à la Chambre qu'au moment de la construction du pipe-line de l'Alaska, la société Ipsco avait présenté des soumissions pour la fourniture d'une partie des canalisations. Mais elle n'a pas obtenu le contrat parce que les Japonais avaient également soumissionné. Toutes choses égales d'ailleurs, il se peut que la société Ipsco obtienne quelques contrats mais il n'est pas certain que le gouvernement japonais renonce à subventionner le transport du tuyau depuis le Japon jusqu'aux chantiers. Il est fort possible que le gouvernement du Japon intervienne de cette façon.